

Au cœur du chaos de l'Exécutif, une femme émerge

CONSEIL D'ETAT • Au milieu d'un monde figé, Nathalie Fontanet est parvenue à faire mouvement. En débloquent, avec le parlement, le dossier de l'imposition des entreprises, la ministre des Finances rend aux Genevois le goût de la politique.

Pascal Décaillet

Genève est en état de déliquescence. A peine élu pour cinq ans, le nouveau gouvernement a été touché de plein fouet par une série d'affaires touchant celui qui devait être, pour toute la période, son président. La suite, on la connaît: le président a cessé de l'être, puis ses pairs l'ont progressivement démis d'une impressionnante quantité de dossiers. On l'a littéralement dépouillé de la plupart de ses prérogatives. Il ne lui reste que 20 à 30 personnes, pour accomplir une mission «d'accompagnement», du côté de la promotion économique. Bref, la Roche tarpéienne. Abandonné de tous, à l'exception d'une garde prétorienne de fidèles, l'homme s'accroche. C'est son droit. Rien ni personne, en l'état, ne peut démettre un magistrat en exercice, c'est ainsi.

Après la catastrophe

Mais il faut bien que la vie continue. Si l'affaire avait éclaté en fin de législature, on aurait tranquillement laissé le ministre indésirable blanchir, quelques ultimes semaines, sous le harnais, en attendant les élections.

Mais là, contrairement à la Bible, l'Apocalypse survient au tout début! Imaginez une histoire commençant par une catastrophe, un peu comme le *Tremblement de terre au Chili*, l'éblouissante nouvelle signée Heinrich von Kleist (1777-1811). Une fois le séisme survenu, que faire? C'est toute la difficulté, pour les plus de quatre ans qui restent, de l'actuel gouvernement genevois. La bonne volonté des hommes et des femmes qui le composent n'est pas en cause, mais la donne de départ est sacrément pourrie. L'enjeu est simple: depuis des mois, toutes les attentions sont focalisées sur un seul homme. Il faut désormais cesser de parler de lui, réhabiliter les thèmes, se remettre à faire de la politique.

Une percée

Dans ces circonstances, on souhaitera sincèrement bonne chance à chacun des six magistrats restants. Mais un constat s'impose: au cœur du chaos, une femme émerge. Elle s'appelle Nathalie Fontanet. Ministre des Finances, collègue de parti du magistrat en difficulté, voilà



Nathalie Fontanet: une ministre qui sait garder son calme. CHRISTIAN BONZON

une conseillère d'Etat qui garde son calme, ne se laisse en aucun cas démonter. Surtout, elle défie le risque de paralysie générale en débloquent, avec l'appui du parlement, le dossier si épineux de la réforme de l'imposition des entreprises. On pensera ce qu'on voudra du compromis entre la droite et les socialistes (186 millions de francs pour aider les gens à payer leurs primes maladie), on le combattra même le cas échéant, mais comment ne pas saluer la présence - enfin - d'une percée, au milieu d'un champ politique tétanisé!

Peut-être assistons-nous à l'émergence d'une femme d'Etat. Libérée

des tutelles. Affranchie des influences trop pesantes, au sein même de sa formation.

Étincelle de survie

Voici désormais Nathalie Fontanet en première ligne de son camp politique. Ses premiers signaux montrent un sens du mouvement, une capacité de compromis, en un mot la mise en application d'une intelligence politique. Qu'on partage ou non ses idées, réjouissons-nous de cette étincelle de survie, au milieu des ténèbres. ■

COMMENTAIRE

PASCAL DECAILLET
Journaliste
indépendant
genevois,
producteur
et animateur
d'émissions
de télévision



PÊCHE INTERDITE!

Il paraît que certains petits marquis, autour du président Emmanuel Macron, émettent des doutes sur la démocratie directe suisse. Grand bien leur fasse. Tout au plus devrait-on leur faire parvenir le communiqué de presse du Conseil d'Etat genevois, en date du vendredi 1er février 2019, énumérant les votations, fédérales et cantonales, qui nous attendent le dimanche 19 mai. Ce jour-là, interdiction d'aller à la pêche!

Ce communiqué, sobre et factuel, constitue en lui seul la plus remarquable défense et illustration de notre système suisse. Voilà, dans un canton suisse réputé (à tort) pour sa légèreté politique, ses fameuses *genfereien*, des citoyennes et citoyens qui vont, le même jour, se prononcer, en vrac, sur la réforme de l'imposition des entreprises, l'avenir des retraites des fonctionnaires (CEPG), le plafonnement des primes maladie à 10% du revenu du ménage et la politique culturelle. Tout cela, au seul échelon cantonal!

Côté fédéral, le volet suisse de réforme fiscale et de financement de l'AVS (RFFA), mais aussi la votation très sensible sur les armes. Montrez ce document à un ami français, favorable ou non aux «gilets jaunes». Montrez-lui juste ce texte, expliquez-lui les enjeux. Il verra un pays où le corps électoral des citoyens s'exprime sur le fond. Sur des sujets difficiles, austères. Le rôle des médias responsables (comme ici, dans ce journal, ou à Léman Bleu, ou d'autres journaux ou antennes, à Genève), étant d'en présenter les enjeux avec la passion de l'explication, et celle de la clarté. Vive notre démocratie directe!

Carlo Sommaruga, conseiller national (PS)

EN DIRECT DE BERNE

Primes d'assurance maladie: un tout petit succès

Le coût des primes d'assurance maladie est un scandale: des réserves inappropriées des caisses maladie; la multiplication des infrastructures médicales privées; la surfacturation de certains médecins indélébiles; le prix et le gaspillage de médicaments. Au parlement fédéral, la majorité actuelle refuse plus de transparence des coûts. Une caisse unique ou des caisses publiques cantonales pourraient l'assurer. Or, il y a urgence. Le coût exorbitant des primes impacte directement les retraité-e-s à l'AVS, les familles, les revenus modestes, les chômeurs et chômeuses et les jeunes en formation. En 2017, 62% des ménages endettés l'étaient à cause



des primes d'assurance maladie. Une proportion en croissance. C'est inadmissible!

Le grand problème, c'est que les primes ne sont pas fixées en fonction du revenu. Pour ce motif, le Parti socialiste s'engage tant au niveau cantonal que fédéral à limiter les primes à 10% du revenu d'un ménage et à augmenter la part de la prime prise en charge par les pouvoirs publics. Grâce à un recours des socialistes lucernois, le Tribunal fédéral a rappelé que l'argent versé aux cantons pour réduire les primes ne peut être utilisé pour autre chose. C'est la moindre. Réjouissons-nous de ce premier pas dans la bonne direction.

Economie

Fabio Bonavita

Pourquoi les riches vont sauver la planète

ÉCOLOGIE • Depuis quelques mois, les articles et autres essais affirmant que les plus riches détruisent la planète se multiplient. A cause de leur consommation à outrance, ils cristalliseraient tous les maux de nos sociétés modernes. Cette fausse idée a aussi ses adeptes à Genève. Il suffit d'entendre les constants reproches faits aux conducteurs de SUV ou aux hommes d'affaires qui prennent régulièrement l'avion pour leurs déplacements.

Dans les faits, pourtant, l'écologie reste une préoccupation de riches. La levée de boucliers des «gilets jaunes» en novembre dernier contre la hausse des taxes sur les carburants en est un exemple frappant. Les classes défavorisées pensent d'abord à leur porte-monnaie et c'est bien légitime. Elles ne peuvent pas s'offrir un véhicule électrique et effectuent souvent de longs trajets pour aller travailler.

Et quand on doit d'abord boucler les fins de mois et subvenir aux besoins élémentaires, il semble bien utopique d'imaginer sauver le monde des dégradations environnementales.

Ce sont donc aux plus fortunés qu'il incombe de tracer la voie vers une société plus respectueuse de la biosphère. Ils s'y attellent depuis quelques années. Notamment par leurs dons en milliards en faveur des ONG et autres organismes luttant contre le dérèglement climatique. Mais cela reste insuffisant. En usant de leur réseau international, ils doivent absolument peser sur les décisions politiques afin que celles-ci se fassent en faveur d'une limitation des émissions de gaz à effet de serre. C'est le nerf de la guerre pour que nos modes de vie évoluent plus rapidement en faveur de l'environnement sans pour autant perdre en confort. Car une écologie rétrograde et punitive ne fonctionnera jamais. Ni pour les riches, ni pour les plus défavorisés.

PUB

